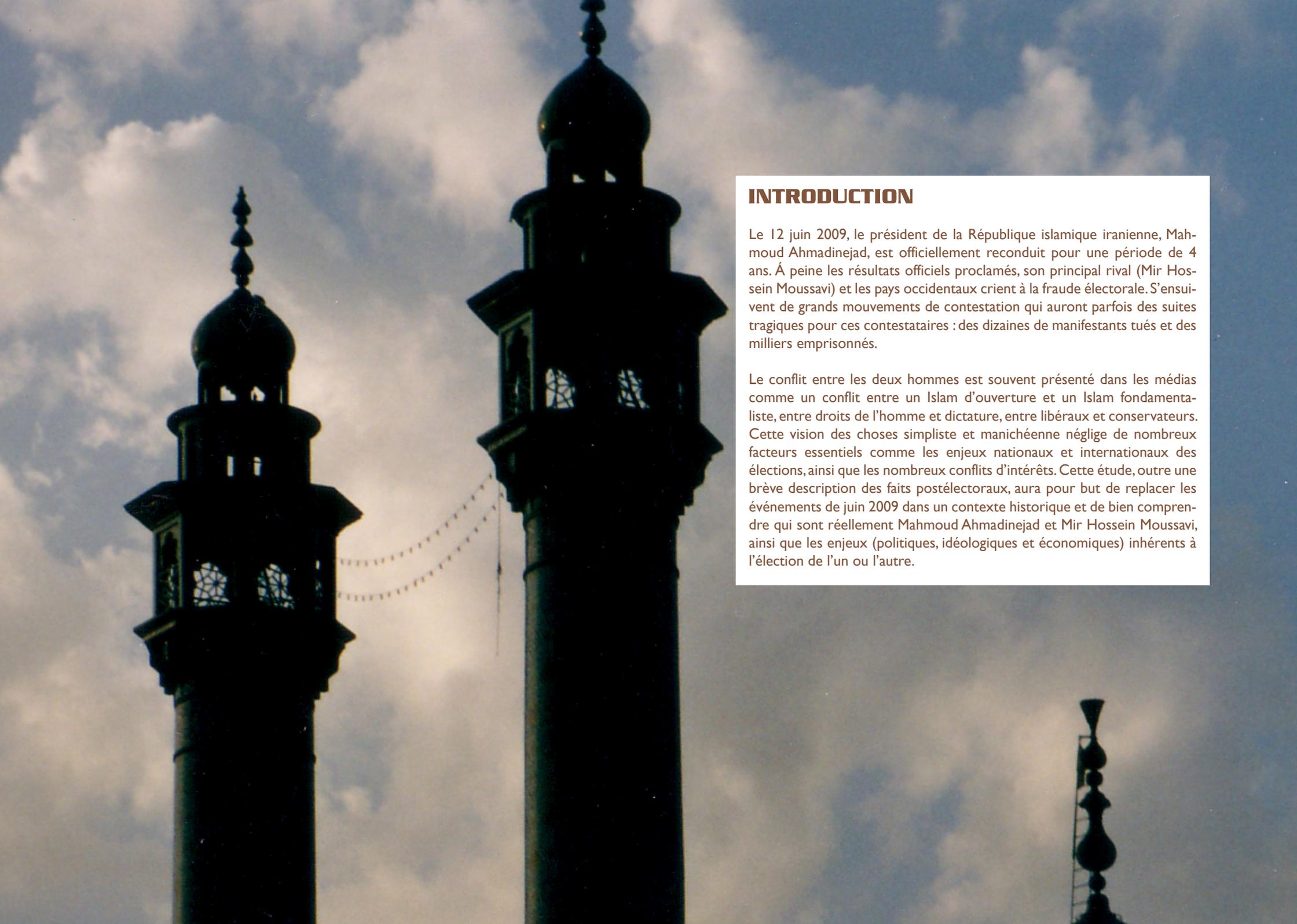




**LES VÉRITABLES ENJEUX  
DES ÉLECTIONS IRANIENNES  
DE JUIN 2009**





## INTRODUCTION

Le 12 juin 2009, le président de la République islamique iranienne, Mahmoud Ahmadinejad, est officiellement reconduit pour une période de 4 ans. À peine les résultats officiels proclamés, son principal rival (Mir Hossein Moussavi) et les pays occidentaux crient à la fraude électorale. S'ensuivent de grands mouvements de contestation qui auront parfois des suites tragiques pour ces contestataires : des dizaines de manifestants tués et des milliers emprisonnés.

Le conflit entre les deux hommes est souvent présenté dans les médias comme un conflit entre un Islam d'ouverture et un Islam fondamentaliste, entre droits de l'homme et dictature, entre libéraux et conservateurs. Cette vision des choses simpliste et manichéenne néglige de nombreux facteurs essentiels comme les enjeux nationaux et internationaux des élections, ainsi que les nombreux conflits d'intérêts. Cette étude, outre une brève description des faits postélectorales, aura pour but de replacer les événements de juin 2009 dans un contexte historique et de bien comprendre qui sont réellement Mahmoud Ahmadinejad et Mir Hossein Moussavi, ainsi que les enjeux (politiques, idéologiques et économiques) inhérents à l'élection de l'un ou l'autre.

## HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'IRAN



La situation politique actuelle en Iran se doit d'être abordée en regard à certains éléments de l'histoire du pays. Pour ce faire, il faut remonter à la Révolution islamique de 1979 et à l'accession au trône (l'Iran était alors une monarchie) de Mohamed Reza Pahlavi, le dernier Shah d'Iran, en 1941. Celui-ci va lancer une grande politique d'industrialisation massive (surtout basée sur l'industrie lourde) et de travaux d'équipement afin de combler le retard de l'Iran en la matière. Ces projets sont financés par l'argent provenant du pétrole, principale source de revenus de l'État et au centre de nombreux enjeux. Les débuts de ce qu'il convient d'appeler un « capitalisme d'État » et de l'industrialisation rapide du pays vont contribuer à lancer l'Iran sur les voies de la modernité, mais vont aussi générer dans ce pays des inégalités profondes. En effet, l'enrichissement dû à la politique de Mohamed Reza Pahlavi va surtout bénéficier à une certaine catégorie de personnes fort proches du Shah et va dès lors créer un fossé énorme entre riches et pauvres. La monarchie iranienne redoute alors que ces inégalités favorisent la montée en puissance des partis du clergé et des communistes. Elle va donc lancer une réforme agraire et de vastes campagnes d'alphabétisation dès 1962. Néanmoins, l'opposition islamiste et communiste voit son influence augmenter d'année en année, se nourrissant de l'exaspération de la population face aux inégalités sociales et des fortes critiques à l'encontre de la dépendance de l'Iran envers les Etats-Unis.



C'est en 1979 que la Révolution islamique iranienne survient, grâce à l'alliance entre le clergé, les communistes et les bazaris (marchands du bazar). La nature réelle de cette révolution est très difficile à cerner car elle ne revêt pas seulement une idéologie islamiste fondamentaliste. En effet, les révolutionnaires étaient soit des religieux (eux-mêmes divisés entre islamistes radicaux et religieux

libéraux), soit des musulmans modérés influencés par des idées marxistes et tiers-mondistes. Par la suite, les premiers prendront le pas sur les seconds. L'Iran devient donc une République islamiste qui aura pour base légale la charia (loi islamique régulant les aspects publics et privés de la vie d'un musulman, ainsi que les interactions sociétales). Cependant, le degré de radicalité est très variable suivant les domaines : si la lapidation des femmes adultères et l'amputation de la main pour les voleurs sont légales, la loi islamique ne fait aucune discrimination entre hommes et femmes (ces dernières ont d'ailleurs le droit de vote) et protège les minorités religieuses. Le chef de l'État est donc un président démocratiquement élu mais le guide de la révolution, l'ayatollah Khomeiny (aidé par le Conseil des Gardiens de la Révolution), reste l'arbitre suprême en cas de conflit.

En 1980, profitant de la faiblesse de l'armée iranienne, l'Irak de Saddam Hussein attaque le régime des mollahs. Les Etats-Unis soutiendront l'Irak baathiste (sorte de socialisme non marxiste et panarabiste) et laïc contre l'Iran islamiste. Cette guerre, que Saddam Hussein imaginait courte et victorieuse, se terminera 7 ans plus tard par un statu quo.

Khomeiny meurt en 1989 et l'assemblée des experts désigne l'ayatollah Ali Khamenei comme nouveau guide suprême. C'est la même année que Rafsandjani (un réformiste pragmatique) est nommé président. Il tentera de moderniser le pays et de lui impulser un essor économique, sans réel succès. À la suite de cet échec, c'est le modéré Mohammad Khatami qui lui succède en 1997. Ce dernier, essayant de rendre le pays moins conservateur et plus ouvert, s'attire la haine des religieux conservateurs et de leurs partisans.



En 2005, le très conservateur maire de Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad, devient le nouveau président de la République iranienne. Il va développer une politique beaucoup plus réactionnaire et nationaliste que Khatami, tout en installant de nouvelles infrastructures en Iran (amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité, création d'hôpitaux et d'écoles...). Sur le plan international, l'Iran est de plus en plus isolé. En effet, Ahmadinejad relance le fameux « programme nucléaire iranien ». Le gouvernement de la République islamiste est d'avis que ce programme est nécessaire afin de devenir une nation moderne qui pourrait, à terme, se passer du pétrole lorsque celui-ci sera tari. La crainte de l'Union européenne et des Etats-Unis est de voir l'Iran se servir de ce programme pour fabriquer des armes de des-

truction massive. Ahmadinejad s'est également fait remarquer en affichant des opinions antisémites, notamment en organisant une conférence révisionniste en décembre 2006.

## SITUATION POLITIQUE IRANIENNE

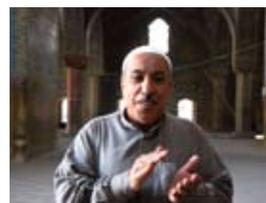
Aujourd'hui, deux forces politiques sont au coude à coude en Iran : les partisans de Mir Hossein Moussavi et ceux de Mahmoud Ahmadinejad. S'il s'agit des deux seuls partis légaux et influents en Iran, il ne faut cependant pas omettre l'opposition en exil (le groupe MERH et le Fedayins du Peuple d'Iran). Il convient également de signaler que Ahmadinejad et Moussavi sont tous deux des fidèles de la Révolution islamiste et qu'aucun d'eux ne remet en cause le cadre légal de la République islamique d'Iran.



Mir Hossein Moussavi est l'un des principaux partisans de la Révolution islamique de 1979 et a été premier ministre de l'Iran de 1981 à 1989. Il se serait rendu responsable, pendant cette période, de la mort de 33 000 opposants politiques au régime des mollahs. Moussavi est aussi un homme extrêmement puissant en Iran. Il est le représentant du clan familial de l'ancien président Rafsandjani, possédant de nombreuses sociétés, de vastes propriétés terriennes et 289 universités privées (contenant près de 3 millions d'étudiants). L'influence de ce clan est donc énorme en Iran : le magazine américain Forbes estime que Rafsandjani lui-même serait l'une des plus grosses fortunes mondiales et



que son clan posséderait 25% des richesses du pays. Lors des élections de 2009, Moussavi était le leader des « modérés », favorables à la négociation avec les USA, notamment sur le problème du nucléaire, à la libéralisation du régime, à une plus grande liberté de presse et aux droits de l'homme... C'est évidemment Moussavi qui bénéficie du soutien diplomatique de l'Europe et des Etats-Unis. Son discours séduit principalement les jeunes, les intellectuels, les classes moyennes et une partie des classes défavorisées (notamment à cause du chômage et de la pauvreté en hausse, et ce malgré les promesses électorales d'Ahmadinejad en 2005).



Mahmoud Ahmadinejad est quant à lui le représentant de l'autre force politique du pays : celle du pouvoir en place (que beaucoup jugent bureaucratique et corrompu<sup>1]</sup>). Ahmadinejad a le soutien des Gardiens de la Révolution qui consistent en une force de 180 000 hommes armés (unités terrestres, navales, aériennes et de commandos) et en une centaine d'entreprises (d'industries militaires, d'agro-alimentaires, d'hydrocarbures, des banques...) bénéficiant de contrats de la part de l'État. Il peut également compter sur les Basijis, des milices paramilitaires présentes dans chaque mosquée. Il s'agit de 90 000 hommes armés pouvant mobiliser jusqu'à un million de personnes. Sur le

plan international, Ahmadinejad a le soutien de la Russie, de nombreux pays du Moyen-Orient, ainsi que du Venezuela (Hugo Chavez voyant dans le président iranien un camarade luttant contre l'impérialisme américain). La base électorale des partisans d'Ahmadinejad est principalement constituée des religieux, des islamistes radicaux et de la bureaucratie iranienne. Celui-ci profite également d'un soutien populaire important.

Les autres forces politiques sont le groupe de gauche MERH (composé d'anciens membres du parti communiste Toudeh), qui a soutenu Moussavi en 2009, et la guérilla des Fedayins du Peuple (guérilleros marxistes-léninistes), n'ayant pas donné de consignes de vote mais considérant qu'il ne fallait pas laisser Ahmadinejad au pouvoir.

1] Depuis 1979, certaines organisations financières publiques (Bonyads) appartiennent à de hauts dirigeants du régime islamique, et elles contrôlent des pans entiers de l'activité économique du pays : industries textiles, industries chimiques, industries agro-alimentaires, sociétés de transport, import-export, agriculture, hôtels de luxe... en tout près de 40% des richesses du pays seraient constituées de Bonyads.

## RÉÉLECTION D'AHMADINEJAD : ENJEUX NATIONAUX



Lors des élections présidentielles du 12 juillet 2009, les chiffres officiels créditent Mahmoud Ahmadinejad de 62,6 % des voix, Mir Hossein Moussavi de 33.7%, Mohsen Rezai (conservateur, ancien officier de l'armée iranienne) de 1.7% et Mehdi Karoubi (réformateur, ancien premier ministre) de 0.9%. Le taux de participation serait de 85%. Les résultats

sont directement contestés par les partisans du candidat défait, alors que le Qatar (poussé par l'Arabie Saoudite), la Chine, la Russie, le Hezbollah, la Turquie, la Syrie, le Pakistan, l'Afghanistan, l'Irak, l'Organisation des pays islamiques, la Ligue Arabe, le Koweït, la Corée du Sud, le Liban, saluent la victoire d'Ahmadinejad.

De nombreuses manifestations, rassemblant les partisans de Moussavi (dont de nombreux jeunes), ont lieu dans les rues afin de réclamer la destitution d'Ahmadinejad, accusé d'avoir truqué les élections. Le quotidien français Libération écrit : « les vrais scores des candidats sont radicalement différents de ceux annoncés officiellement : le réformateur Mir Hossein Moussavi serait ainsi arrivé en tête avec 19 millions de voix (45,2%), devant le second candidat réformateur, Mehdi Karoubi, qui a recueilli 13 millions de suffrages (31 %), Ahmadinejad n'arrivant qu'en troisième position avec 5,7 millions (13,6 %) ». Ces manifestations sont jugées illégales par le guide suprême (Khamenei) qui, après avoir ordonné un nouveau comptage des voix, confirme la victoire d'Ahmadinejad. Le bilan officiel du régime est de 20 morts et 1032 arrestations dans les rangs des manifestants, bien plus selon le camp de Moussavi.

## RÉÉLECTION D'AHMADINEJAD : ENJEUX INTERNATIONAUX

L'Iran constitue une pièce maîtresse en termes de géopolitique. La réélection d'Ahmadinejad est un élément fondamental pour de nombreux pays. C'est tout d'abord le cas pour Israël, qui considère l'Iran comme une menace et en fait une de ses principales préoccupations en matière de sécurité extérieure. L'Iran, dans le contexte actuel, pose également problème aux Etats-Unis qui le considèrent comme faisant partie de *l'axe du mal*<sup>P</sup>. Il faut aussi signaler que de nombreuses grandes entreprises (notamment européennes) sont présentes en Iran.

Enfin, l'Iran constitue également un enjeu mondial car il se situe au cœur de trois zones d'influences différentes : européenne, américaine et russe. En effet, pour les Etats-Unis, l'Iran apparaît comme le point noir dans la région : si le Pakistan, l'Irak, l'Afghanistan et la Turquie sont dans sa zone d'influence, l'Iran est effectivement la seule ombre au tableau. La sphère d'influence russe (voire sino-russe) est quant à elle présente dans la région avec l'*Organisation de la coopération de Shanghai*, qui réunit la Russie, la Chine, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Kazakhstan. Dès sa réélection, Ahmadinejad s'est rendu à une réunion de cette organisation. Enfin, l'Union européenne est elle aussi attentive à la situation iranienne d'un point de vue géopolitique car, si la Turquie entrait dans l'UE, celle-ci aurait dès lors une frontière commune avec l'Iran.



## CONCLUSION

En conclusion, la réélection d'Ahmadinejad n'a pas seulement pour enjeu le choix de la future société iranienne, Moussavi n'étant d'ailleurs pas si différent d'Ahmadinejad à ce sujet. Elle porte également sur des aspects économiques et internationaux et surtout sur la concurrence entre deux clans : celui de la bureaucratie iranienne et des conservateurs religieux (pro-Ahmadinejad) et celui du clan Rafsandjani. Ceux-ci se partagent l'Iran aussi bien d'un point de vue politique qu'économique, en s'aidant de puissances extérieures (désireuses d'étendre leur sphère d'influence politique, économique et idéologique) : la Russie, la Chine, le Venezuela et divers pays musulmans d'une part ; les Etats-Unis et l'Union européenne d'autre part.

Auteur : Julien Milquet, Chercheur-associé au CPCP  
novembre 2009

### DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,  
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



**Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation**

**Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles**

**Tél. : 02/238 01 00**

**[info@cpcp.be](mailto:info@cpcp.be)**